N° 2898 — 8e Année — CINQ CENTIMES — Dimanche 17 Mai 1896

RÉDACTION & ADMINISTRATION :
ROUBAIX, 65, rue des Fabricants (près la place du Trichon)
TOURCOING, rue VERTE, 56

PRIX DES ABONNEMENTS
ROUBAIX-TOURCOING
Trois mois, 4 fr. 50 — Un an, 18 fr.
Nord et départements limitrophes
Trois mois, 6 francs — Un an, 24 francs

L'abonnement continue sauf avis contraire.

L'ÉCHO DE ROUBAIX-TOURCOING

Journal Républicain Quotidien

PRIX DES ANNONCES
ANNONCES . . . . . 0 fr. 25 la ligne
RÉCLAMES . . . . . 0 fr. 50 —
FAITS DIVERS. . . . . 0 fr. 75 —
LOCALES . . . . . 1 fr. 00 —

Les annonces seront reçues aux bureaux du journal, à Paris, à l'Agence Havas, place de la Bourse, 10.

Téléphone

L'Avenir de Roubaix-Tourcoing

publiera prochainement

LA MENDIANTE D'AMOUR

PAR

Pierre Decourcelle

LE PÉRIL SOCIAL

Il paraît qu'il y a un péril social.

Le collectivisme monopole avec des dents effrayantes. Il est sur le point d'avaler la bourgeoisie et tous les corps d'État.

On l'indique comme une menace.

On s'arme contre lui, prêt à résister à son envahissement.

Et chacun, dans les partis modérés, se demande avec anxiété ce que la société actuelle deviendrait si le collectivisme arrivait à s'emparer de la direction des affaires publiques.

On nous permettra de ne point partager ces terreurs.

Le collectivisme est une théorie, mais ce n'est qu'une théorie, irréalisable dans la pratique et avec dernier point de vue, il reste encore à l'état obscur dans la cervelle de la classe des travailleurs, comme dans celles de bien d'autres.

Il n'y a pas, à coup sûr, dix ouvriers sur mille qui sachent exactement ce qu'est le collectivisme.

Le parti ouvrier, de création récente, a pris une ampleur excessive en quelques années, tout simplement parce qu'il paraissait aux yeux des humbles que l'inégalité sociale régnait à tous les degrés de l'échelle et qu'on n'accordait pas à chacun sa part légitime de soleil.

Des hommes intelligents sont venus qui se sont mis à exploiter ce sentiment et à faire comprendre au peuple qu'il avait des droits qu'il fallait lui revendiquer.

Le peuple a approuvé parce qu'on lui promettait mieux que ce qu'il avait.

On a dit alors aux ouvriers : L'idéal de vos satisfactions, c'est le collectivisme.

Le peuple a bien entendu le mot, mais il ne comprend pas encore la chose.

Il ne se rend pas le moins du monde compte du nouvel état social qu'on voudrait substituer à l'ancien.

Il pense seulement que le collectivisme résume en lui tous les idéals, toutes les joies, toutes les égalités. Il croit cela de bonne foi, mais il ne sait pas pourquoi il le croit.

Or, jamais chimère ne fut plus décevante, jamais idées ne furent plus illusoires, et ceux qui les partagent nous font l'effet de grenouilles demandant des rois.

En attendant, les ouvriers se donnent des chefs pris pour la plupart dans la classe bourgeoise et ils écoutent volontiers des ambitieux qui se servent d'eux comme d'un piédestal, pénétrant les travailleurs de cette idée qu'ils travaillent pour le bonheur de l'humanité.

Le peuple est simplicisté et croit volontiers ce qu'on lui raconte.

Des bourgeois lui disent : La bourgeoisie est pourrie, il faut la balayer.

Et le peuple prend un balai.

Il suit les indications de ses meneurs, aveuglement, sans discuter, sans hésiter et jamais le Vieux de la Montagne n'eut serviteurs plus obéissants que ne le sont les ouvriers, pour l'état-major collectiviste.

Il y a là une exagération de soumission qui n'aura qu'une durée relative, car il est *bien évident qu'à bref* délai, les travailleurs dont l'intelligence grandit, dont l'esprit s'ouvre aux idées nouvelles, se débarrasseront rapidement des lisières dont les entoure en ce moment un état-major des plus restreint.

Aussi, ne croyons-nous pas au péril social qu'on signale avec une terreur irraisonnée

Le collectivisme a pour armée des soldats qui ne sont nullement collectivistes. La désertion dans les rangs d'une troupe recrutée de la sorte, est une conséquence évidente, fatale de l'évolution même des idées. C'est une simple question de délai.

Faites de bonnes lois sociales, occupez-vous *législateurs, de la classe laborieuse*, améliorez par des mesures rapides, le sort de la classe prolétarienne. Quand vous leur aurez mis sous la dent des choses substantielles, les ouvriers viendront à vous et lâcheront le collectivisme dont la théorie obscure n'aura jamais servi qu'à satisfaire quelques bourgeois, fort bizagueurs, rêveurs et fumistes, qui s'en seront fait des rentes.

Mais à côté du collectivisme-fantôme, danger sans lendemain, auquel il ne faut attacher qu'un importance de circonstances, il y a le cléricalisme qui lui, n'est pas une théorie vague et incompréhensible.

De ce côté, le danger est visible et ses lendemains sont gros de promesses.

La marche en arrière en est l'indication principale. Le retour aux vieux errements en est la caractéristique.

On aperçoit derrière le programme délyté à l'eau de rose, de ce parti, la silhouette de Bazile et elle n'a pas besoin de la photographie à travers les corps opaques pour se révéler.

Elle se profile en *relief sur le fond du* tableau. Le bénitier est au pied et notre Sainte-Mère l'Église plane au-dessus, bénissant l'ensemble du groupe.

Là, le péril social est latent.

L'existence même de la République n'est pas menacée directement et immédiatement, mais les institutions républicaines sont visées et si le parti réactionnaire arrivait jamais au pouvoir, il faudrait se résoudre à vivre dans une république que gouvernerait l'Église.

Dieu sait ce qu'elle mettrait bientôt à la place !

Ce n'est peut-être point pour en arriver là que les républicains ont fait tant d'efforts depuis 25 ans.

Aussi, nous pensons qu'entre le collectivisme, utopie chimérique et irréalisable, et le cléricalisme, danger tangible et menaçant, les républicains n'ont pas à faire un choix.

Le parti républicain doit rester, malgré tout, le parti républicain.

Il saura bien, s'il est sage, faire venir à lui les ouvriers et cela en donnant simplement satisfaction aux *desiderata* légitimes de la classe laborieuse.

De ce côté du moins, les adhésions sont possibles, le recrutement est même facile. Il est certain si on le veut,

De l'autre côté, impossible d'y songer.

Ce que tient l'Église, elle ne le lâche pas.

E. LAGRILLIÈRE-BEAUCLERC.

Radicaux et Collectivistes

Une querelle vient de s'élever entre les rédacteurs du *Rappel-M^te Siècle*.

Il y a trois jours, M. Lucien-Victor Meunier disait que le parti radical peut et doit exister par lui-même dans une assemblée confondu avec le parti du collectiviste ou révolutionnaire. Et avec sa fougue habituelle il condamnait les théories gaudistes.

La liberté !... disait-il. Est ce que ce mot qui s'entoure pour moi, lorsque mes lèvres le prononcent d'une sorte de religieusement, est-ce que ce mot saore ne suffit pas à éclairer pleinement la situation? Est-ce que ces théories collectivistes contre lesquelles protestent le petit même de la France n'abolissent pas à la négation pure et simple de la liberté individuelle ? Est-ce que ce n'est pas une négation de la liberté individuelle que cette conception, irréalisable d'ailleurs, et heureusement, de la propriété collective, de la socialisation, selon la formule des adeptes de Karl Marx, des moyens de production ? Contre de pareilles doctrines, le parti radical proteste, au nom des principes de la Révolution française, contre un nom des sentiments que chacun de nous consacre précisément au plus profond de son âme, il proteste contre cet internationalisme que prônent les collectivistes révolutionnaires et qui n'est pas autre chose qu'une négation encore : celle de l'idée de patrie.

Le lendemain, M. Camille Pelletan soutenait dans le même journal une thèse absolument opposée. Reprenant sur les mots la théorie jadis émise par M. Bourgeois, M. Pelletan disait que tous les radicaux et tous les socialistes devaient marcher étroitement unis sans se couvrir des étiquettes qu'on pouvait accoler aux uns et aux autres.

Cette querelle intestine eût pu durer longtemps, et fournir à MM. Meunier et Pelletan le sujet d'articles fort intéressants, si le directeur du *Rappel* lui-même n'était intervenu pour départager ses collaborateurs. Sans hargnaiger, M. Pierre Lefèvre condamne la théorie soutenue par M. Pelletan et donne pleinement raison aux idées défendues par M. Lucien Victor-Meunier.

Après avoir en quelques lignes résumé le débat engagé entre ses deux collaborateurs, M. Pierre Lefèvre ajoute en effet :

Nous tenons à dire que l'opinion de ce journal est celle qui a été exprimée avant-hier par Lucien-Victor Meunier. Nous croyons en effet nécessaire que le parti radical conserve précisément son autonomie.

Les dernières élections viennent de montrer la puissante vitalité du parti radical ; elle est vie un peu accrue pour lui, cela ne peut pas être nié ; tandis qu'elles étaient plutôt défavorables, dans leur ensemble, au parti collectiviste. La prétention émise par celui-ci de nous dominer, de nous absorber ne saurait être admise. Nous consentons à avoir, dans certaines conditions, les socialistes révolutionnaires pour alliés, mais nous n'entendons, dans nos efforts, dans notre propagande de chaque jour, dans notre action politique, économique et sociale, rien abandonner de nos principes, de nos traditions, de notre programme, de notre patriotisme ni de notre amour pour la liberté.

Échos et Nouvelles

Le 12 mai il y a eu 25 ans que l'illustre musicien Auber s'est éteint, dans une tristesse profonde.

***

Dans le Royaume-Uni les élections législatives ont nécessité cette année-ci une dépense de 19,533,250 francs.

***

A Paris, au Palais des machines, on vient d'installer une pièce spéciale qui sera réservée aux évolutions des machines.

***

A New-York, vient d'arriver un chien auquel son maître fait faire le tour du monde, sous l'uniforme des employés de chemins de fer et des transatlantiques.

***

Un Russe vient de se rendre acquéreur pour la somme de 275,000 fr. d'un nouveau manuscrit des Évangiles, semblant remonter au 7e siècle.

LE 16 MAI

VINGT ANS APRÈS

C'est demain l'anniversaire du 16 Mai. Il y a dix-neuf ans s'accomplissait, le 16 mai 1877, le coup d'État parlementaire suggéré par M. de Broglie au maréchal de Mac-Mahon. Le cabinet Jules Simon, en possession de la confiance de la Chambre, était brutalement renvoyé et remplacé *par un ministère de combat. La Chambre était* ajournée, puis dissoute en un intervalle parlementaire *de trois mois était créé, durant lequel* le ministère et ses agents de tous ordres organisèrent une campagne de pression, de violence, qui n'aboutit qu'à exaspérer le corps électoral et qui eut pour conclusion les triomphales élections républicaines du 14 octobre.

C'est à cette occasion que se forma la célèbre ligue des 363, formée de tous les députés républicains qui, des le 16 Mai, se groupèrent contre le ministère de Broglie et firent un pacte désormais historique en vue des élections auxquelles ils allaient être appelés.

Notre enquête

A ce point de vue, il nous a paru intéressant de rechercher ce qu'étaient devenus les fameux 363, ceux qui luttèrent vraiment pour la République et la liberté menacées. Voici le résultat de l'enquête à laquelle nous nous sommes livré.

Sur les 363 de 1877 ;

25 sont encore députés.

55 sont devenus sénateurs.

16 sont entrés dans les fonctions publiques.

77 sont rentrés dans la vie privée.

193 sont décédés.

Les 28 qui sont encore députés sont : MM. Henri Brisson, président actuel de la Chambre ; M. Méline, président actuel du Conseil des ministres, et MM. Rouvier, Lockroy, Hemon, Caze, Sarrien, René Brice, Leconte (Indre), Riotteau, Renault-Morlière, Turigny, Gerville, Aliot, Escanyé, de Lacretelle, Boyssel, de Mahy, Naquet, Rubillard, Fréhault, Marmottan, Wilson.

Les 54 qui sont sénateurs sont : MM. Loubet, président actuel du Sénat ; Constans, A. Cochery, Devès, Fallières, Faye, de Marcère, Bardoux, Édouard Millaud, Spuller, anciens ministres, et MM. Mercier, Lecour, Malezieux, Cornil, Chantemelle, Chais, Borrigione, Chiris, Drumel, Gailly Mir, Grault (Cher), Hugot, Albert Grévy, Paul de Rémusat, Dupouy, Belle, Lefèvre, Tassin, Dufay, Reymond, Vissaguet, Th. Roussel, Morel, Bizot de Fonteux, Danelle-Bernardin, Trystram, Serepel, Franck-Chauveau, Marcel Barthe, Viguanoux, Guyot (Rhône), Perras, Folliet, Richard Waddington, Bernard Lavergne, Allègre, Salomon, de Ponlevoy, Dethou, Jacques, Godin et Barodet.

La grande majorité de ces 54 sénateurs a voté contre le cabinet Bourgeois lors des derniers événements. Sur les 25 députés, 19 ont voté également contre le cabinet Bourgeois.

Les fonctionnaires

Les seize membres qui sont entrés dans les fonctions publiques sont :

M. Durand, conseiller à la cour de cassation ;

MM. Camille See et Louis Legrand, conseillers d'État ;

M. Hérault, président de chambre à la Cour des comptes.

M. Corentin-Guyho, procureur de la République à Nantes ;

M. Boulard, conseiller à la cour de Bourges ;

MM. Marcellin Pellet, consul général à Genève ; Silva, consul en Italie ;

MM. Girard, trésorier général du Loiret ; Germain Casse, trésorier général de Vaucluse ; Cosson, trésorier général du Doubs ;

M. Benoist, receveur des finances à Dreux ;

M. Versigny, juge de paix du deuxième arrondissement de Paris ;

M. Langlois, percepteur à Paris ;

M. Tondu, directeur d'hospice, à Marseille.

M. Bamberger, bibliothécaire du Muséum d'histoire naturelle de Paris.

Plusieurs autres avaient occupé aussi des fonctions publiques ; mais les uns ont été admis à la retraite, comme M. Heuvret, premier président de la cour de Caen, et M. Arsène Picard, trésorier général du Nord ; d'autres sont décédés, comme M. Oudoul, premier président de la cour de Riom.

Sortis de la politique

Nous ne donnerons pas la liste complète des 77 membres rentrés dans la vie privée, nous citerons seulement les principaux :

M. Casimir-Perier, ancien président de la République ; M. Andrieux, ancien préfet de police, aujourd'hui avocat ; M. Henri Germain, président du Conseil d'Administration du Crédit Lyonnais ; M. Turquet, aujourd'hui entré dans un ordre religieux ; MM. Roger Marvaise et Martin-Feuillée, avocats à Paris ; M. Clémenceau, redevenu journaliste ; M. Allain-Targé, continue dans ses terres d'Anjou ; M. Étienne Lamy, *rédacteur à la Revue des Deux Mondes* ; M. Laisant, qui se consacre à des travaux de mathématiques ; M. Antonin Proust, M. de Chaseul, M. Georges Perin, etc.

Ceux qui ne sont plus

C'est la liste des décédés qui contient les noms les plus illustres ou les plus connus ; sur les 193 enlevés par la mort en vingt années, nous citerons : Thiers, Sadi Carnot, Jules Grévy, Gambetta, Jules Ferry, Floquet, Paul Bert, Louis Blanc, colonel Denfert, Benjamin Raspail, Tirard, Lepère, Pascal Duprat, Albert Joly, Bayvegier de Bauranne, Bethmont, Jules Barne, etc.

Les drapeaux de nos régiments

Les inscriptions de batailles bordées sur les drapeaux de nos régiments sont l'objet d'une revision ayant pour but de corriger certaines inexactitudes. Le travail de revision du travail fait en 1879, à l'occasion de la remise de nouveaux insignes à l'armée.

L'on conçoit qu'il ait pu se glisser quelques erreurs dans l'attribution des faits d'armes aux différents corps de troupes, surtout lorsqu'il s'agit de périodes très mouvementées comme les guerres du premier Empire.

Les historiques de régiments, commencés ou repris après la guerre, sont en voie d'achèvement ; et cette collection si utile, si précieuse pour notre histoire militaire, a ouvert des aperçus nouveaux sur le rôle et la participation respectifs des régiments aux diverses campagnes.

L'histoire mieux connue, les corrections s'imposent, d'autant plus obligatoires qu'il serait regrettable, en perpétuant l'erreur, de prêter au scepticisme des arguments contre l'authenticité des souvenirs qui sont la base de l'esprit militaire et du patriotisme des soldats.

A ce propos, certaines rédactions se présentent d'elles-mêmes, que bien d'autres ont faites comme nous et qui valent la peine qu'on s'y arrête.

Une décision ministérielle prise le 19 novembre 1878 a limité à quatre le nombre des faits d'armes à inscrire ; évidemment par la raison toute simple qu'on a cru devoir se borner, ne voulant pas laisser les chefs de corps libres de couvrir à leur guise la soie de leurs drapeaux.

Rien est inconvenient que beaucoup de régiments aient été embarrassés pour choisir entre tant d'actions glorieuses qu'ils pouvaient également revendiquer ; pour ceux-ci quatre inscriptions étaient trop peu d'autres moins favorisés ou de création plus récente n'ont pas eu l'embarras du choix.

Nos Dépêches

Par Fil Téléphonique Spécial

Conseil de Cabinet

Paris, 15 mai. — Les ministres se sont réunis ce matin au ministère de l'agriculture, sous la présidence de M. Méline.

Le Conseil s'est entretenu des affaires courantes. Le président du Conseil a fait connaître son intention de rattacher la commission de décentralisation à la présidence du Conseil et de rouvrir ses travaux.

La rentrée des Chambres

Le Conseil a commencé l'examen des projets de loi dont la discussion pourra être demandée aux Chambres à la reprise de leur session.

L'incendie de l'« Amiral-Duperré »

Le ministre de la marine a avisé le Conseil d'un *commencement d'incendie qui s'est déclaré* dans une soute du cuirassé *l'Amiral-Duperré*. Une gargousse de poudre s'est enflammée et a fusé sans causer d'avarie.

L'amiral commandant en chef l'escadre de réserve a procédé à une enquête très sérieuse.

L'accident de chemin de fer d'Albert

Le ministre des travaux publics a fait part des résultats de l'enquête sommaire ouverte sur l'accident de chemin de fer d'Albert. Le ministre a invité les Compagnies de chemins de fer à le renseigner d'urgence sur les conditions de recrutement des chefs de gare et des mécaniciens et sur la durée des heures de travail.

Ecole d'Aix

Enfin, le ministre du commerce a entretenu le Conseil du licenciement des deux premières divisions de l'Ecole des arts et métiers d'Aix et des mesures arrêtées pour assurer la reprise des études.

MORT du Président du Conseil municipal de Paris

Paris, 15 mai. — M. Rousselle, président du dernier Conseil municipal de Paris, a succombé à la suite d'un cancer au ventre qui le tenait éloigné de l'hôtel-de-ville depuis le commencement de l'année.

Il avait été élu, le 3 courant, conseiller municipal du quartier de la Maison-Blanche, au premier tour de scrutin, par 3,595 voix sur 6,361 votants.

Il était né en 1836 à Nangis (Seine-et-Marne). Après avoir fait de la politique à Bordeaux, il vint à Paris où il combattit le ministère du Seize Mai.

En 1881, il fut élu pour la première fois conseiller municipal et depuis lors constamment réélu.

Membre du conseil général, il s'occupa particulièrement des aliénés et des enfants assistés et il soutint avec courage M. Robin de Compuis. Il est probable que ses obsèques civiles seront faites aux frais de la ville de Paris.

M. Félix Faure s'est fait inscrire au domicile de M. Rousselle par un de ses officiers, le commandant Morceau.

Le départ de la czarine

Villefranche, 15 mai. — *Le Sanaitza* est arrivé à une heure à Villefranche. La famille impériale est restée réunie à bord jusqu'à 3 h. 25. A ce moment l'impératrice douairière, le grand-duc Michel et la grande-duchesse Olga s'embarquaient dans le canot du yacht. Les marins du croiseur russe *Rauda* sont dans les vergues et poussent des hourrahs. La citadelle tire une salve de vingt et un coups de canon.

L'impératrice et ses enfants débarquent dans la darse.

Le 24e bataillon de chasseurs alpins, en habits sur le quai, présente les armes. La fanfare joue l'hymne russe.

Un détachement de marins russes en armes rangé à côté de nous salue. Des groupes de hourrahs répétés. L'impératrice et ses enfants montent en voiture et se rendent à la gare où le train impérial arrive depuis un quart d'heure de Nice, est arrivé. Une foule nombreuse salue de Nice, acclame l'impératrice et crie : Vive la Russie !

L'impératrice serre la main au maire de Villefranche, au consul de Russie et à plusieurs personnages russes. Les officiers du *Rauda*, en grande tenue, font la haie jusqu'à la portière du wagon impérial. Quand la impératrice et sa suite sont embarqués, ils se mettent en ligne et saluent.

Aucun discours n'a été prononcé. De nombreux bouquets avaient été placés dans le train. Celui-ci est parti à 3 h. 45.

Le czarewitch est actuellement à bord du *Sanaitza* en rade de Villefranche. Il partira demain pour Ajaccio où il restera deux jours.

A TOULON

Toulon, 15 mai. — Le train impérial venant d'impératrice douairière de Russie, venant de Nice, est arrivé en gare de Toulon à 7 heures 47.

Après un arrêt de 12 minutes, motivé par une collation prise par l'impératrice et les hommes du train, celui-ci est reparti. La police a fait un service rigoureux.

Entrevue avec M. Félix Faure

Paris, 15 mai. — Le président de la République a exprimé à l'impératrice douairière de Russie le désir qu'il avait d'aller la saluer avant qu'elle quittât le territoire français. L'impératrice a répondu au président de la République qu'elle serait heureuse de se rencontrer avec lui. L'entrevue aura donc lieu demain soir dans une petite ville de la frontière, qui n'est pas désignée.

Le président de la République partira demain matin. Le train spécial que prendra M. Félix Faure arrivera au lieu du rendez-vous un quart d'heure ou vingt minutes avant celui de l'impératrice. Le président ne quittera pas la gare. *Dès l'arrivée de l'impératrice*, le président montera dans le wagon de Sa Majesté.

L'entrevue terminée, le président de la République attendra le départ du train impérial pour remonter dans son train, qui le ramènera directement à Paris.

M. Félix Faure sera accompagné de M. Le Gall, directeur de cabinet.

Paris, 15 mai. — Il est possible que les ministres de la guerre et des affaires étrangères accompagnent M. Faure, dans son voyage de demain, réalisé à l'entrevue du président de la République avec l'impératrice douairière de Russie. *L'entrevue aura lieu probablement à* Frouard ou à Pagny-sur-Moselle.

L'impôt sur la rente

Paris, 15 mai. — Périodiquement, mais de préférence quand un nouveau cabinet vient de se constituer, le bruit court dans le monde financier que le gouvernement étudie un projet d'impôt sur la rente. La nouvelle a fait un réapparition à la Bourse.

On va même jusqu'à fois jusqu'à citer le taux du futur impôt 4 0/0 et certains spéculateurs en profitent pour faire une campagne de bourse sur nos fonds d'État. Nous pouvons déclarer de la façon la plus formelle que le cabinet Méline, pas plus que ses prédécesseurs, ne songe à imposer la rente et que le bruit qui impressionne en ce moment le marché, a été lancé dans un *but intéressé*.

AU TONKIN

Marseille, 15 mai. — Les journaux du Tonkin, arrivés par le *Salazie*, nous apprennent que le 22 avril a eu lieu, à Bué, l'exécution de vingt-deux chefs du partisan-rectionnel sur cinquante amenés par le khammang.

L'exécution a été faite en grande pompe au milieu d'une foule considérable. Les condamnés ont été exécutés par groupes de six par six bourreaux.

La situation

Actuellement les troupes françaises qui se trouvent à Chambaran se composent de 99 soldats européens et de 399 tirailleurs annamites.

D'excellents résultats ont été obtenus vers Hagiang par les partisans qui donnent la chasse aux petits groupes de pirates et qui du 20 au 25 avril ont apporté douze têtes de pirates surpris dans les forêts.

De Viun, on signale de nouvelles soumissions.

Malgré la campagne de trois mois faite par la *colonne Vallière, la région de Bagiang est encore* inquiétée. Le poste de Coclan est fortement menacé par les bandes chinoises. Ce poste est, dit-on, sans vivres et sans eau. Des secours ont été envoyés par le colonel Vallière.

Le commandant Berboy est rentré à Tuyen-Quan. La colonne est dissoute, mais la majeure partie des effectifs reste à Bagiang et à Baguié.

Le *Comte de Lunglum* a été emporté par la colonne Berboy. Les pertes des pirates sont importantes. Ils ont abandonné leur matériel de campement.

La famine

Le journal l'*Extrême-Orient* donne des détails sur la famine qui sévit actuellement sur divers points du Tonkin et particulièrement sur les provinces de Bac-Ninh, de Hangyen et de Sontay. Dans certains districts, les habitants quittent les villages et gagnent la brousse.

L'*Extrême-Orient* attire l'attention du gouvernement sur ces faits.

Le Cantinier empoisonneur

Paris, 15 mai. — Charles Choquart, qui comparaît aujourd'hui devant les assises, ancien sous-officier de remonte à Eu, puis cantinier au 136e de ligne, aurait été considéré par ses chefs comme un bon soldat, sans ses habitudes de débauche et d'ivrognerie.

Il s'était marié en 1887 avec une demoiselle *Pion que tous les témoins s'accordent à déclarer* estimable à tous les points de vue ; mais malgré l'affection très vive de sa femme, Choquart conserva ses mauvaises habitudes ; d'ivrogne, il devint alcoolique, et tomba, au bout de quelques années, dans une déchéance encore aggravée par une maladie honteuse qu'il avait contractée.

Sa femme vécut, pendant huit ans avec lui, mais, à la fin, écœurée de l'existence de scandales de sa mari, elle demanda le divorce et l'obtint en 1895.

Choquart résolut alors de se venger et, comme il détestait en même temps les deux sœurs de sa femme, et que d'autre part il ignorait l'adresse de celle-ci, il imagina un moyen infernal.

Au début de septembre 1895, il réussit à se procurer, à l'intérieur du régiment, sans doute, un sel d'atropine. Puis il se fit imprimer des cartes de visite au nom de Charles Hugues, un cousin de sa femme, qui habite Villé-sur-Saone, et qui est le fournisseur de vins habituel de la famille.

Ayant ainsi fait tous ses préparatifs, il achète des échantillons de vins de muscat, y met une certaine quantité de poison et fait deux paquets sur lesquels, il fait écrire par un de ses amis, l'adresse de ses deux belles-sœurs, qui habitent Paris, pensant que sa femme devait demeurer chez l'une d'elles.

Il vient alors à Amiens et expédie les échantillons.

Les deux demoiselles Pion qui habitaient l'une rue Cardinet et l'autre rue La Boétie, voyant sur le colis le nom de leur cousin M. Hugues, goûtèrent le muscat en toute confiance.

Mais aussitôt elles ressentaient les symptômes très particuliers de l'empoisonnement par l'atropine, étourdissement, paralysie de la langue et syncope.

Une médication énergique put les rappeler à elles, et elles sont aujourd'hui guéries.

Il a fonctionné de l'ivrogne qui demeurait chez sa mère, à Asnières, fut ainsi préservée.

Choquart a trente-trois ans. C'est un alcoolique invétéré, atteint d'un commencement de paralysie générale et d'ataxie locomotrice. Il avait toutes les peines du monde à répondre aux questions du président.

Quand sa femme s'est présentée à la barre pour déposer, il a été pris d'une crise nerveuse épouvantable qui a nécessité son transport hors de l'audience par six gardes et le renvoi de l'affaire à une autre session.

Me Henri Robert l'assistait.

LE CHOLÉRA

Paris, 15 mai. — Le *New-York Herald* publie ce matin une note d'après laquelle le choléra serait à Marseille. Cette nouvelle a causé une certaine impression, mais elle est absolument démentie au ministère de l'intérieur.

La direction de l'assistance et de l'hygiène publique, à même d'être bien renseignée, déclare que l'état sanitaire du grand port méditerranéen ne laisse rien à désirer.

Il confirme que toutes les mesures préventives prescrites par les conférences sanitaires y sont prises à l'égard des navires qui arrivent d'Alexandrie, port déclaré contaminé. Actuellement, les passagers et les équipages sont l'objet d'une visite médicale, et l'on procède à la désinfection des objets susceptibles de transmettre les germes de la maladie. On espère ainsi barrer la route au choléra qui sévit en Egypte, il ne faut pas l'oublier, depuis le mois d'octobre dernier et qui vient de prendre une inquiétante extension pour ce pays.

T. H.

Faits divers Télégraphiques

(De nos correspondants spéciaux)

UNE FAMILLE ATTEINTE DE FOLIE. — Londres, 15 mai. — On télégraphie de Vienne au *Daily Chronicle* que les quatre membres d'une famille sont devenus fous simultanément. Ce sont les nommés Alexandre Sobranski, âgé de 66 ans et ses quatre filles âgées respectivement de 18, 22 et 24 ans.

Ils sont atteints de la folie des grandeurs.

La maladie s'est manifestée subitement, il y a quelques jours quand la famille Sobranski apprit que la maison qu'elle habitait et qu'elle croyait être sa propriété, ne lui appartenait pas. Ils firent toutes sortes d'extravagances et on dut les conduire à l'hôpital.

Le fils Sobranski est devenu fou il y a un an.

Nouvelles étrangères

Les Italiens en Afrique

Les positions ennemies

Rome, 15 mai. — Du mande de Massaouah à la date du 15 mai :

Le ras Mangascia se trouve avec 6,000 fusils à Addi-Andai. Il continue à battre le Chitet, mais sans résultat appréciable. Le ras Aloula, qui a pris position avec 3,000 fusils près d'Adoua, lui a conseillé de ne pas accepter le combat.

Les ras Sebat et Agostafari sont au nord d'Adigrat.

Mais certain nombre de chefs recommencent à nous offrir leurs services.

Menelick avait promis d'envoyer des vivres dans le Tigré ; mais les premiers convois qui devaient les fournir n'obéissent pas à ses ordres.

Bien que notre service de ravitaillement se soit amélioré, il présente toujours des difficultés.

Lettre du général Baratieri

Rome, 15 mai. — Voici le texte d'une lettre très intéressante adressée par le général Baratieri à un de ses amis de Milan, le professeur Pederzolli, et reproduite par toutes les journaux ; elle est datée de Massaouah, 26 avril.

Cher Pederzolli, c'est dans le malheur qu'on reconnaît les amis, pour moi le malheur est une terrible pierre de touche. Je te remercie mille fois. Ici on instruit mon procès. Je sais que l'enquête technique ne pouvait m'être plus favorable qu'elle ne l'a été.

L'avocat fiscal même a abandonné sa premier abord l'accusation déshonorante, car il est démontré jusqu'à l'évidence que j'ai été un des derniers officiers qui aient quitté le champ de bataille avec les dernières compagnies de la réserve.

L'avocat général militaire vient d'arriver ; je *ne sais pas quelles sont ses intentions. Je reste* étonné en lisant les calomnies répandues tout autour de moi. J'ai toujours bien traité le général Arimondi. Il n'était pas content de moi, car il voulait restreindre mes fonctions à celles de gouverneur civil, lui coulant le commandement en chef des troupes.

Cela était impossible. Dieu veuille que je l'aie fait ! Mais il me paraît difficile de pouvoir répondre maintenant qu'il est mort vaillamment, à côté de moi. Du reste, qu'on me crie un seul mot, un seul acte contre le général Arimondi, et je serais content d'être condamné.

Il résulte de l'enquête technique que *j'ai été toujours, sur le champ de bataille*, à la place la plus utile pour surveiller le combat, et je sais avoir eu la même conduite qu'à Coatit, ou, après deux jours de combats nous sourit la victoire.

Il est bien plus facile de reposser cette autre calomnie que j'ai attaqué l'ennemi à tout hasard parce que j'avais appris mon remplacement par le général Baldigera. Il est désormais prouvé que je n'ai pas connu l'envoi du général Baldissera avant le 5 mars. Si je l'avais connu avant, j'aurais battu en retraite dix fois plutôt que d'assumer pareille responsabilité.

Du reste, je l'ai assumée cette responsabilité, car il me fallait choisir parmi deux nécessités absolues ; je n'avais jamais disposé de tant de forces, je croyais les Abyssins en dispute et divisés, j'avais l'intention d'occuper tout simplement avec mes forces réunies une position en avant, *j'avais une confiance absolue dans la victoire*, tous les généraux me poussaient à attaquer !

Je te remercie de tout mon cœur et je te serre ta main avec une vive affection.

Tout à toi,

O. BARATIERI.

Les Espagnols à Cuba

Madrid, 15 mai. — La concentration des forces préparée par Maximo Gomez pour secourir Maceo n'a pas réussi bien qu'il ait pu réunir 3,000 cavaliers commandés par les chefs Zayas et Garcia Parillo.

Le colonel Segura l'a attaqué résolument le 12 à Siego-Romero et l'a obligé à opérer une retraite en le poursuivant sans interruption. Les pertes des insurgés sont considérables.

Le nombre des campagnards qui se mettent sous la protection des Espagnols augmente tous les jours.

Une dépêche particulière de la Havane annonce que le général Wegler ne comprend pas les bruits pessimistes mis en circulation à la confiance dans la prompte répression de l'insurrection. Il ne demande pas de renforts, mais néanmoins ceux que le gouvernement jugerait à propos de lui en envoyer, hâteraient l'écrasement des troupes.